

## « L'AIDE AUX INTELLECTUELS CATALANS » : LE COMITÉ DE MONTPELLIER, ENTRE MARSEILLE ET PERPIGNAN.

Pierre GRAU\*

Face à la détresse des populations de l'Espagne durant la guerre civile et la *Retirada*, des Français se mobilisent pour apporter une aide humanitaire. Des groupes se constituent, par solidarité professionnelle, par affinités idéologiques, ou par réseaux de connaissances. Ainsi des intellectuels européens apportent leur secours à leurs homologues espagnols. Des défenseurs de la langue d'Oc de France<sup>1</sup> en font de même pour des écrivains, des enseignants et des artistes catalans dans la nécessité. Cette aide apportée aux intellectuels catalans est modeste, car la mouvance « d'Oc » est numériquement faible et son assise sociale réduite (si on la compare à celle des mouvements ouvriers par exemple). Elle s'inscrit dans l'histoire des relations entre les deux communautés, et témoigne concrètement d'une « fraternité », qui dépasse l'évocation rituelle de la « *Coupo Santo* » de Frédéric Mistral.

L'initiative part de Marseille et essaime, spontanément ou de manière concertée, dans les principales villes méridionales et à Paris, mobilisant les réseaux d'amis et d'associations tissés dans et autour du Félibrige les décennies précédentes<sup>2</sup>. Plusieurs comités d'aide aux intellectuels catalans ont existé qui ont basé leur action sur la fraternité occitano-catalane : Marseille, Perpignan, Toulouse<sup>3</sup>, Montpellier (auxquels on peut ajouter le groupe de Paris). Celui de Montpellier est le plus tardif. Il est né et a fonctionné en étroite collaboration avec les deux premiers. Les sources documentaires des comités sont éparses et souvent inédites<sup>4</sup>. Nous avons tiré grand profit des archives de Pierre Rouquette (plus précisément les correspondances reçues de Jean-Rémy Palanque et de Jørgi Reboul), ainsi que du dossier « Pour les Intellectuels Catalans » du fonds Pierre Azéma<sup>5</sup>. Des témoignages catalans complètent notre étude ; Artur Bladé i Desumvila et Alexandre Cirici i Pellicer racontent leur exil à Montpellier ; les souvenirs de Miquel Guinart sont particulièrement intéressants pour le rôle de Jean Amade ; Joan Sauret livre une première synthèse de la « *Residència de Montpellier* » ; cependant à l'exception du livre de M. Guinart, les références au Comité d'Aide sont minces ; les dix lignes d'Heribert Barrera sont une bonne synthèse. La présente étude reprend, corrige et enrichit la communication que nous avons donnée précédemment dans le colloque précurseur « Les Français et la Guerre d'Espagne » (Perpignan, 1989, sous la

---

\*Professeur certifié d'histoire et de géographie, Montpellier. Association Maitron Languedoc-Roussillon. Courriel [pigrau@wanadoo.fr](mailto:pigrau@wanadoo.fr)

<sup>1</sup> Langue d'Oc ou occitan, sous ses différents dialectes comme le provençal. Nous y intégrons le catalan du Roussillon, puisqu'à l'époque le catalan est compris comme un des dialectes d'Oc. Les défenseurs de la langue d'Oc se partagent entre membres du Félibrige, sous obédience provençale, et « occitanistes », plus ou moins en rupture avec le Félibrige, moins nombreux mais plus actifs, notamment autour de Toulouse et Montpellier.

<sup>2</sup> Voir Grau, Pere, « El panoccitanisme els anys trenta : l'intent de construir un projecte comú entre catalans i occitans », *El Contemporani*, 14, Barcelona, 1998, pp.29-35

<sup>3</sup> Sur les intellectuels catalans réfugiés à Toulouse et le « Comité Universitaire Toulousain d'aide à l'Espagne Républicaine », voir Montserrat Corretger et Xavier Ferré (1999).

<sup>4</sup> Sources : voir en fin de texte.

<sup>5</sup> Nous remercions vivement les petits-enfants de P. Rouquette et Xavier Azéma qui ont mis à notre disposition ces documents inestimables, ainsi que les amis catalans qui nous ont encouragé et aidé, notamment par l'envoi de publications et de renseignements : Enric Pujol, Víctor Castells, Xavier Ferré, Montserrat Corretger, Francesc Vilanova, Vinyet Panyella, Josep Camps, Jaume Figueras..., sans pouvoir les citer tous, qu'ils veuillent bien nous en excuser.

direction de Jean Sagnes) en focalisant sur Montpellier. Cependant elle ne constitue qu'un « bilan d'étape ».

## 1. Les Provençaux et le Félibrige répondent à l'appel des écrivains catalans :

### 1.1. Le Comité de Marseille : envoi de nourriture et soutien politique :

Fin janvier 1938, l'occitaniste philocatalan Pierre Rouquette, reçoit de son ami Francesc Trabal, secrétaire de l' *Institució de les Lletres Catalanes*, une pressante sollicitation matérielle : « *No teniu manera de fer-me enviar alguns quilos de mongetes i d'arròs ?* ».

P. Rouquette et son ami Jòrgi Reboul, animateur du *Calen de Marsiho*, se mobilisent pour répondre à l'appel des hommes de lettres catalans. Cette solidarité matérielle est aussi un soutien moral et politique envers la République Espagnole et le gouvernement autonome catalan de la *Generalitat*. P. Rouquette divulgue la lettre qu'il a reçue du poète catalan Carles Riba, faisant état des bombardements aériens des 16-18 mars 1938 qui ont provoqué des milliers de victimes civiles à Barcelone. À l'instigation du *Calen*, la Municipalité de Marseille vote un texte de protestation contre ces bombardements.

J. Reboul sollicite d'abord les Provençaux qui ont bénéficié récemment de l'hospitalité catalane. En mars 1938 il envoie une lettre personnelle « *aux écrivains, artistes, patriotes, ayant participé à notre livre d'or à Francesc Macià, à nos joyeux compagnons de voyages d'études occitanes 1933-34-35-36, aux amis de la Catalogne* ». Le but est de recueillir des finances pour envoyer du riz, « *des pâtes, des haricots, du tabac aux écrivains catalans* ». Cet appel qui se veut « *d'une farouche indépendance* », est justifié par l'idéal félibréen : il s'agit de « *secourir des camarades d'idéal qui continuent leur renaissance culturelle, un Félibrige qui aurait réussi, a-t-on dit* », se réclamant « *en premier lieu de Frédéric Mistral* ». Il est précisé que les denrées achetées grâce à la souscription seront adressées à l' *Institució de les Lletres Catalanes*.

Pour élargir la souscription et mettre en œuvre les envois, un **Comité d'aide aux Intellectuels Catalans** est créé à Marseille le 7 avril 1938, sous la présidence de Pèire-Joan Roudin (pseudonyme de P. Rouquette). Aux premiers donateurs s'ajoutent des félibres provençaux, des résidents catalans du *Centre Català de Marsella*, des collaborateurs des *Cahiers du Sud*, des enseignants progressistes... Le comité élargit la divulgation de l'appel lancé par J. Reboul dans la presse locale et régionaliste. À l'instar de Marseille, des comités locaux ou régionaux se mettent en place, en Provence (Avignon), en Languedoc (Montpellier), en Roussillon (Perpignan) et à Paris, patronnés par des personnalités félibréennes, occitanistes et des universitaires.

Les fonds recueillis sont centralisés par le trésorier du comité marseillais, J. Reboul, qui publie régulièrement dans la presse locale et régionaliste l'état des sommes collectées, leur affectation et la liste des donateurs : une centaine, essentiellement provençaux, qui représentent tout l'éventail des sensibilités idéologiques des disciples de Mistral. Cela ne pèse pas lourd, mais n'est pas négligeable, quand on sait que le Félibrige ne comptait que 210 cotisants en 1936. Josep Homs, du Centre Catalan de Marseille, est responsable des achats de produits au détail, de la confection des paquets et de leur expédition, par chemin de fer, vers Barcelone, par l'intermédiaire d'entreprises liées à des associations antifascistes. Le premier colis part le 29 mars pour Barcelone, accompagné de la copie de l'*Appel* de J. Reboul et de l'ordre du jour de l'association condamnant les bombardements de Barcelone, destinées au président de la *Generalitat* et au maire de Barcelone.

Le total des aides alimentaires envoyées par le Comité de Marseille représentera une tonne de 21 articles différents, en raison d'environ un paquet de 10 kg par semaine, envoyée entre le 29 mars et le 31 décembre 1938. À titre d'exemple une livraison comprend 2,5 kg de café, 2 kg de chocolat, 2 kg de haricots secs, 1 kg de farine, 20 bougies, 2 paquets de tabac. L' *Institució de les Lletres Catalanes* les reçoit à Barcelone, où F. Trabal les répartit entre les hommes de lettres nécessiteux : 50 écrivains en bénéficient sur les 160 membres que compte

l'institution. En retour celle-ci adresse à J. Reboul, en témoignage de reconnaissance, 50 exemplaires de la *Revista de Catalunya*, (éditée par l'ILC avec l'aide de la *Generalitat*), qui sont distribués aux principaux artisans de l'aide.

## 1.2. Le Comité de Perpignan, émanation du Félibrige :

Le Félibrige, institution fondée par Frédéric Mistral, a pour vocation la défense de la langue d'Oc et de son peuple (il considère à l'époque que le catalan est un des dialectes d'Oc). Aussi, de nombreux félibres participent, dès l'origine, à l'action caritative de P. Rouquette, J. Reboul et J. Homs, en faveur des Intellectuels Catalans, suivant l'exemple du premier d'entre eux, le Capoulier, dans une stricte neutralité politique, Tout en poursuivant leur collaboration à titre individuel avec les Marseillais, les félibres prennent rapidement une initiative autonome (sans pour autant être concurrente). Lors de sa Fête annuelle, la Sainte-Estelle, qui se tient à Foix les 4-7 juin 1938, le Félibrige organise une commission « *chargée de venir en aide par l'envoi de denrées ou secours aux félibres* » catalans dans le besoin. Cette responsabilité est confiée à Carles Grando, syndic de la Maintenance Catalane, qui en a élaboré le projet. Le Comité comprend, outre C. Grando, le Professeur Jean Amade (de la Faculté des Lettres de Montpellier), des dirigeants des Jeux Floraux du Genêt d'Or de Perpignan et l'association de la jeunesse catalaniste *Nostra Terra*. Le Roussillonnais d'origine mallorquine Gumersind Gomila en est le trésorier. Les colis alimentaires et les aides financières sont directement et nominativement envoyés, à partir de Perpignan, aux félibres catalans qui en font la demande ou qui ont été considérés comme dignes d'attentions. Ainsi, par exemple les écrivains J. Maria Guasch et Alfons Maseras, le musicien Enric Morera, ont reçu des colis, comme en témoignent les lettres de remerciement adressées à C. Grando.

## 2. Le Comité de Montpellier : les protagonistes et les appels au public :

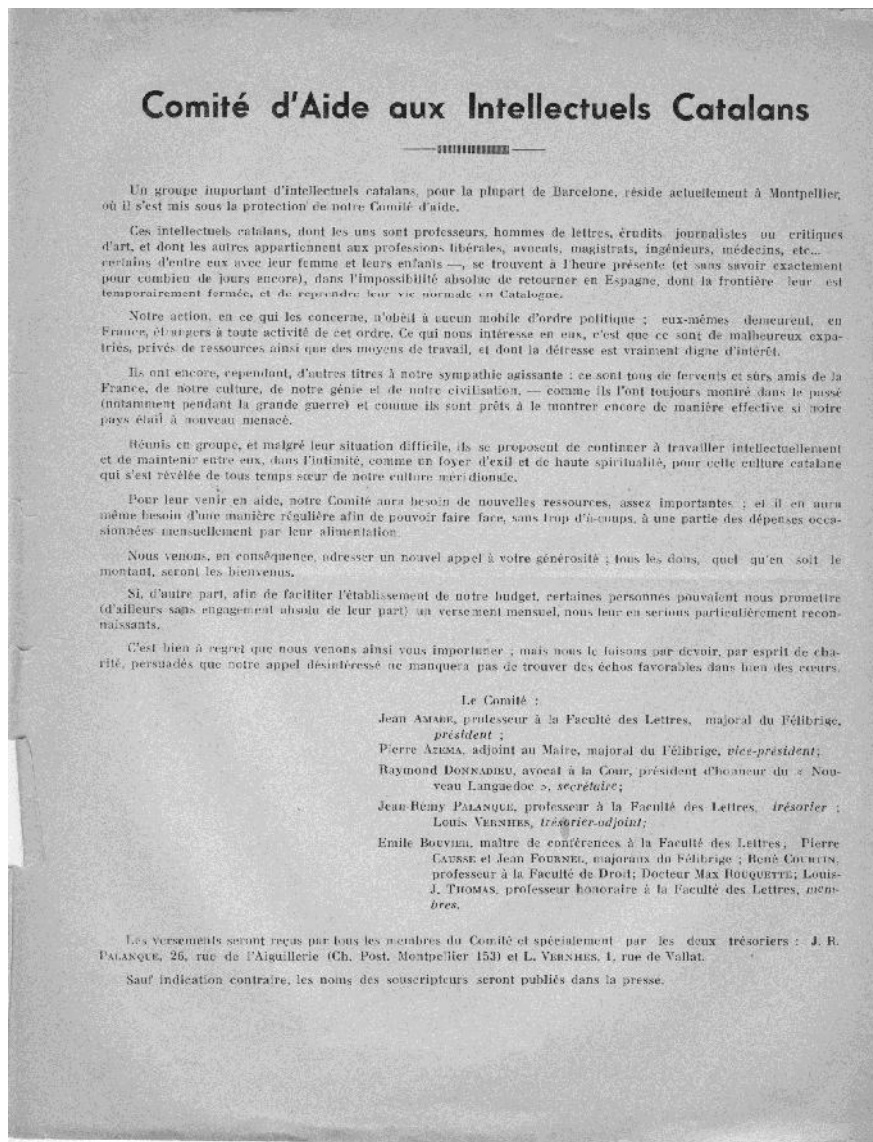
### 2.1. La naissance du Comité et le premier Appel :

Spontanément, nous l'avons vu, des félibres, occitanistes et régionalistes de différentes régions du Midi ont répondu individuellement à l'appel de Marseille. Mais, par souci d'efficacité il est indispensable que des comités locaux se constituent à l'instar de celui de Marseille. P. Rouquette sollicite notamment son ami d'enfance Jean-Rémy Palanque, enseignant à la Faculté des Lettres de Montpellier et militant démocrate-chrétien. Ce dernier lui répond le 13 octobre 1938 :

*« Ton appel, crois-le bien, ne m'a pas laissé insensible. J'ai parlé à (Jean) Amade de ton initiative et de ta suggestion : il connaît admirablement la question, et il est d'autant plus disposé à s'y intéresser qu'il a déjà été sollicité souvent de venir en aide à des Espagnols malheureux et affamés, exilés ou non. Il est en outre le plus qualifié pour prendre une initiative et rassembler les bonnes volontés. (...) Je serai heureux d'y apporter ma modeste collaboration, par amitié pour toi – et tes amis – autant que par sentiment d'humanité. La personnalité d'Amade est celle qui fera le mieux car il est étranger à la politique, mieux que Pierre Azéma qui aux yeux de certains sera suspect de sympathie pour les « rouges », puisqu'il est « rouge-chrétien », - comme moi -, plus rouge même que moi. ».* (Fonds Pierre Rouquette).

Cette lettre est intéressante car elle dessine déjà les caractéristiques de ce que sera le Comité de Montpellier : l'objectif caritatif, le rôle essentiel du Professeur Amade, la sensibilité humaniste de coloration démocrate-chrétienne et le refus de toute considération politique.

Le 24 décembre 1938, un **Comité d'Aide aux Intellectuels Catalans** est constitué à Montpellier, lors d'une réunion dans les bureaux de l'Adjoint au Maire de Montpellier, Pierre Azéma. Les trois principaux animateurs en sont J. Amade, P. Azéma et J.-R. Palanque. Le premier, président du Comité languedocien, est déjà impliqué – nous l'avons vu – dans celui de Perpignan ; il partage alors sa vie entre Montpellier, où il enseigne à la Faculté des Lettres, et le Vallespir, où il avait de fortes attaches. C'est à cette époque la personnalité la plus en vue de la culture catalane en Roussillon, non seulement en sa qualité d'universitaire, de poète et d'écrivain, mais aussi et surtout parce qu'il personnifie le régionalisme catalan du Roussillon par ses écrits et ses conférences, tout en étant un membre éminent du Félibrige, (élu Majoral en 1935), et bien connu des intellectuels catalans du Sud.



**« Comité d'Aide aux Intellectuels Catalans », feuille du second « appel » diffusée par le Comité à partir du 25 mai 1939. (Archives Pierre Azéma).**

Le vice-président, P. Azéma, a la double qualité d'être une personnalité fort connue du Félibrige et un élu municipal. Il est en effet adjoint au Maire de Montpellier chargé de la culture, élu en 1935 sous l'étiquette «Jeune République» (chrétiens de gauche) dans une

municipalité de Front Populaire<sup>6</sup>. Tout en assurant la responsabilité de Syndic de la Maintenance du Languedoc du Félibrige, il partage les critiques des jeunes occitanistes envers l'association mistralienne; il est l'un des hommes de lettres d'Oc les plus liés aux Catalans depuis la fin de la Grande Guerre. Madame Jeanne Yves-Blanc<sup>7</sup> (épouse Burgues) partage avec P. Azéma la vice-présidence du Comité. Cette femme de lettres, ancienne marraine de guerre de Guillaume Apollinaire et enseignante au Lycée de Jeunes Filles de Montpellier, est impliquée dans la vie intellectuelle languedocienne et roussillonnaise (notamment les Jeux Floraux du Genêt d'Or de Perpignan). La trésorerie du Comité est assurée par J.-R. Palanque, Maître de Conférences à la Faculté des Lettres de Montpellier, par ailleurs catholique pratiquant comme Azéma, mais militant du Parti Démocrate Populaire (opposé au Front Populaire).



**Josep Carbonell, Pierre Azéma et Pau Vila ( ?) dans une rue de Montpellier, lors des Fêtes à l'occasion du centenaire de la naissance de Charles de Tourtoulon, organisé en 1936 par les organisations félibréennes locales et par l'*Oficina de Relacions Meridionals*, un exemple des échanges culturels occitano-catalans antérieures à l'accueil des réfugiés. J. Carbonell, de Sitges, créateur (en 1928) et animateur de l'ORM, a fui les persécutions des « anarchistes » en 1936, il vit alors à Montréal-d'Aude où il a été accueilli par le philologue occitan Louis Alibert. (Photo, Archives Pierre Azéma.)**

Le comité comprend en outre des dirigeants du Félibrige local (Jean Fournel, Pierre Causse, majoraux, Louis Vernhes), des anciens étudiants de l'association régionaliste du Nouveau Languedoc (le docteur Max Rouquette<sup>8</sup>, Maître Raymond Donnadiu, avocat à la

<sup>6</sup> Pierre Azéma, voir Biographie par Jean Sagnes in *DBMOF*.

<sup>7</sup> Madame Jeanne Yves-Blanc accueillera un temps chez elle à Montpellier la publiciste et poétesse Maria del Carme Nicolau et sa sœur.

<sup>8</sup> Max Rouquette, membre de la *Societat d'Estudis Occitans*, rédacteur en chef du bulletin occitaniste *Occitania*, deviendra un des hommes de lettres les plus importants du XX<sup>e</sup> siècle.

Cour), des enseignants d'Université (Emile Bouvier, René Courtin et Louis-Jacques Thomas). (La liste des membres du Comité est inscrite dans les deux Appels, le premier de fin décembre 1938 et le second du 25 mai 1939. Dans le second Madame J. Yves-Blanc ne figure pas, tandis qu'apparaissent M. Rouquette et R. Courtin).

Ainsi le comité de Montpellier, comme celui de Toulouse, est animé à parts égales entre universitaires et félibres/occitanistes, tous impliqués dans la vie culturelle locale. (Ajoutons que l'engagement religieux de deux d'entre eux est notoire : Palanque pour le catholicisme, Courtin pour le protestantisme).

Dans les derniers jours de décembre, une feuille « Pour les Intellectuels Catalans », **appel** à la générosité du public, rédigée par J. Amade et P. Azéma, est diffusé auprès de la population et publiée dans la presse locale (de l'Action Française, avec *l'Eclair de Montpellier*, au Parti Communiste avec *Rouge-Midi*, de Marseille). C'est « *un très pressant appel à la générosité du public, à ses sentiments de charité et d'humanité* », lancé par le comité languedocien qui vient de se constituer, « *rigoureusement en dehors de toute question politique ou confessionnelle* », à la suite de ceux créés en Provence et en Roussillon, « *pour fournir aux intellectuels catalans une aide alimentaire, devenue aujourd'hui indispensable. Ces intellectuels, ainsi que leur famille semblent condamnés en effet à mourir littéralement de faim si d'ici peu ils ne reçoivent aucun secours* ». Il rappelle que les intellectuels catalans sont « *des amis éprouvés de la France, dont certains vinrent même, en groupe, apporter à Perpignan, en 1916, en pleine guerre donc, le courageux témoignage de leur sympathie et de leur affection à notre pays.* »

A la réunion constitutive il n'est pas jugé « *utile pour le moment de faire une conférence. Les appels dans la presse et collectes dans les groupements félibréens, régionalistes, etc, doivent suffire, et l'on évitera ainsi de remuer des idées, càd de heurter des conceptions différentes, ce qui ne pourrait qu'être préjudiciable à la cause humanitaire* ». Il est en outre décidé « *en principe d'envoyer les fonds recueillis à Marseille, sauf possibilités de faire des envois à des personnalités désignées* ». (correspondance de J.-R. Palanque à P. Rouquette du 25/12/1938. Fonds P. Rouquette).

## 2.2. La *Retirada* et le second appel :

En ce début d'année 1939, les événements se précipitent qui modifient l'objectif initial des comités. Le 26 janvier, les troupes franquistes entrent à Barcelone ; c'est la chute de la Catalogne. Elle a pour conséquence un afflux considérable de réfugiés en territoire français. Entre le 28 janvier et le 9 février, plus de 450 000 personnes, dont 250 000 soldats, passent la frontière, qui sont regroupées dans 11 camps de concentration répartis des Pyrénées-Orientales à la Gironde.

Il ne s'agit plus pour les comités d'envoyer des vivres à Barcelone ...

Le 25 mai le Comité de Montpellier diffuse un second appel sous le titre « *Comité d'aide aux intellectuels catalans* ». Le nouveau texte tient compte de la nouvelle situation : l'arrivée dans la capitale du Bas-Languedoc de réfugiés catalans dont le nombre s'élève alors à 160 personnes, selon J.-R. Palanque.

*« Un groupe important d'intellectuels catalans, pour la plupart de Barcelone, réside actuellement à Montpellier où il s'est mis sous la protection de notre comité d'aide (...) Ce sont des malheureux expatriés, privés de ressources ainsi que de moyens de travail, et dont la détresse est vraiment digne d'intérêt (...) Réunis en groupe, et malgré leur situation difficile, ils se proposent de continuer à travailler intellectuellement et de maintenir entre eux, dans l'intimité, comme un foyer d'exil et de haute spiritualité, pour cette culture catalane qui s'est révélée de tous temps sœur de notre culture méridionale ».*

### 3. Les activités du Comité de Montpellier :

Les activités du Comité de Montpellier, comme celles des groupes similaires, se déclinent autour de plusieurs thèmes : collectes financières soutenues par les 2 appels dans la presse locale, aide matérielle et morale, interventions pour sortir des Catalans des camps, accueil et hébergement, initiatives pour la poursuite des activités culturelles des exilés. Dans toutes ces activités le Comité joue le rôle d'intermédiaire privilégié entre les réfugiés catalans et l'administration française.

#### 3.1. Les collectes : sommes recueillies et leur affectation :

La première activité du Comité est la collecte de fonds. Quel est le montant des sommes recueillies à la suite des « appels » et des articles dans la presse ? *Le Petit Méridional*, quotidien favorable au Front Populaire, publie successivement 5 listes des souscripteurs et le montant de leurs versements. Entre le début janvier et le début avril, en 4 collectes, 6627 francs sont rassemblés. Cependant cette somme n'est pas complète, car le 31 mars le trésorier Palanque écrit à P. Rouquette : « *J'ai reçu à ce jour 9600 francs et j'ai dépensé 3800. Il nous reste encore quelque chose (...)* ». Nous sommes dans l'ignorance des sommes collectées à la suite du second appel (25 mai 1939).

Quels sont les donateurs ? Grâce au *Petit Méridional* nous comptons 67 donateurs individuels et 9 associations. Parmi eux deux groupes sociologiques : des félibres/occitanistes et des enseignants. Parmi les donateurs identifiables, nous relevons 24 enseignants, dont 14 enseignants en Faculté (la moitié en Lettres ; 6 Facultés sont représentées), 3 professeurs de Lycée, 5 professeurs et 2 instituteurs. La mouvance d'Oc comporte 5 Majoraux du Félibrige ; elle contribue pour la somme de 2900 francs (sur les 6627) en comptabilisant les sommes versées par les donateurs individuels et les 9 associations félibréennes. Parmi les donateurs individuels non identifiés au nombre de 29, nous notons 11 femmes. Parmi les 9 associations, 7 sont liées au mouvement mistralien (le Félibrige, les Maintènements de Languedoc, Provence et Auvergne, et 3 Écoles héraultaises : la *Lauseta* et *lou Parage* de Montpellier, et l'*Escola Peyrotas* de Clermont-l'Hérault). Les deux autres associations sont l'Association des Anciens Combattants de l'Hérault (dont P. Azéma est responsable ; 200 francs) et le Comité d'Aide aux Réfugiés Espagnols (de Paris, de sensibilité démocrate-chrétienne ; 1000 francs). L'engagement de P. Azéma, personnalité volontaire et rayonnante, dans la recherche de dons est particulièrement net. Il est certain qu'outre ses collègues notables du Félibrige, il a dû solliciter de nombreux amis figurant dans les listes parmi les personnes non identifiées. Cinq membres de sa famille ont contribué. Il faut se rappeler également que de nombreux militants d'Oc ont versé leur obole aux autres Comités, surtout à celui de Marseille, constitués antérieurement. Les appels à souscription pour le Comité de Montpellier ayant été publiés dans la presse de cette ville, il est normal que les donateurs individuels extérieurs soient rares (4); notons qu'un certain Reid, de Manchester, offre 100 francs. Au niveau sociologique ajoutons qu'un seul membre du clergé (le chanoine Mazet) a souscrit, aux côtés du président de la Société d'Enseignement Populaire de l'Hérault (Ernest Roussel).

Quelle a été l'affectation des sommes récoltées ? En l'absence d'un compte-rendu des comptes du Comité dans les archives de P. Azéma, et dans l'ignorance des archives du trésorier (Palanque), un aperçu partiel de l'utilisation des recettes nous est fourni par les correspondances adressées par le trésorier à P. Rouquette. Selon celles-ci le Comité de Montpellier a transmis :

- au Comité de Perpignan : 500 fr. (lettre du 27/01), puis 200 fr. (lettre du 10/03),
- au Comité de Marseille : 500 fr. (idem),
- à Cesar August Jordana, pour les intellectuels catalans de Toulouse : 1000 fr. en deux envois (corr. des 15/02 et 10/03),

- « *le reste (a été) distribué 100 fr. par 100 fr. à des cas intéressants* »,
- le Comité prend en charge les frais de pharmacie et les secours matériels occasionnels.

Rappelons que ces chiffres provenant de notre documentation sont incomplets.

En résumé, entre janvier 1939 et 1940, le Comité de Montpellier a envoyé régulièrement des sommes aux Comités de Marseille, Perpignan et aux Catalans de Toulouse pour que ceux-ci les répartissent entre les intellectuels catalans regroupés dans ces villes, tout en faisant face à Montpellier même à des dépenses occasionnelles.

### 3.2. Extraire des félibres catalans des camps de réfugiés :

Une des activités du Comité de Montpellier a consisté à intervenir auprès de l'administration pour extraire des intellectuels catalans des camps de concentration des Pyrénées-Orientales et les accueillir à Montpellier. Pour ce faire C. Grando, la cheville ouvrière du Comité roussillonnais, et par ailleurs fonctionnaire à la mairie de Perpignan, est en liaison étroite avec P. Azéma. Quatre lettres<sup>9</sup> adressées entre le 11 et le 28 février par C. Grando à P. Azéma nous permettent de suivre les démarches et leurs difficultés. Elles concernent des membres du Félibrige (Maintenance Catalane). Suivons le cas de Manuel Alcàntara i Gusart. P. Azéma, sollicité par des membres de la *Generalitat*, probablement Antoni Maria Sbert i Massanet, envoie un télégramme à C. Grando pour qu'il intervienne pour obtenir la libération de ce réfugié.

*« Dès réception de votre télégramme, je viens de me rendre à la préfecture faire énergiquement la démarche demandée. Mais, malgré mon insistance, l'on m'a déclaré (et l'on n'a pu sortir de là) que jusqu'à mardi ou mercredi, il était absolument impossible de faire sortir qui que ce soit du camp d'Argelès et des autres camps annexes, le recensement devant auparavant être fait. J'ai vu les chefs de service intéressés et le chef de cabinet, mais en vain. J'y reviendrai en temps opportun »* (C. Grando à Azéma, 11 février.)

*« Il est interdit d'héberger dans les Pyrénées-Orientales, sous aucun prétexte, un réfugié. Inutile de demander dans ce département. Mais les personnes qui désirent réclamer et héberger des internés des camps de concentration, pourront obtenir satisfaction à la condition qu'elles aient leur domicile et les hébergent dans d'autres départements que les Pyrénées-Orientales. De Montpellier ou de tout autre département on peut donc solliciter la sortie du camp de concentration, de tel ou tel interné que l'on s'engage à héberger et dont on se porte garant »* (Grando, lettre à Azéma, 14 février).

Le 14, Grando téléphone et écrit à Azéma les dernières instructions officielles, publiées le matin même et précisant les formalités à accomplir :

*« Demande sur timbre à 6 francs, à établir au nom de Mr le Préfet des Pyr.-Or., sollicitant l'autorisation de faire sortir du camp de concentration de... monsieur (nom, prénoms, qualité, âge si possible, etc, toutes indications d'état civil, de services rendus à la France, etc., favorables à l'intéressé, précisant que l'on se porte*

---

<sup>9</sup> Ces correspondances sont d'un grand intérêt pour connaître les relations entre les camps d'internement et l'extérieur. « *Vous ne pouvez réaliser de là-bas (Montpellier) l'ampleur de cette catastrophique invasion-là. L'on ramasse tous ceux qui n'ont par leurs papiers en règle, et tous les hommes de moins de 55 ans, et on les expédie, les hommes au camp, les femmes et les enfants dans des centres d'accueil.( ...) L'on m'a assuré toutefois qu'il y avait une infirmerie hôpital au camp même et que les malades qui ne pourraient y être gardés seraient évacués sur d'autres hôpitaux s'il y avait lieu.* » (Grando, *ibid.*).

Il est presque impossible de pénétrer dans un camp, d'approcher un interné :

*« Vous ne sauriez croire combien il est malaisé d'obtenir un résultat quelconque, même de voir quelqu'un au camp de Saint-Cyprien. Il y a des haut-parleurs pour appeler les internés ; mais la plupart n'entendent pas* (Grando, lettre à P. Azéma, 28 février). Dans cette même lettre Grando explique que seuls les marchands ambulants peuvent se glisser dans les camps. C'est par leur intermédiaire que s'échangent les correspondances.



*garant et que l'on s'engage à l'héberger à..., département... Une demande doit être établie pour chaque personne. Cette demande, datée et signée, doit être légalisée par le maire du domicile et revêtue ensuite de l'avis favorable du préfet. La demande doit ensuite être présentée à la préfecture des Pyr.-Or. (service d'hébergement des internés) qui la revêt de la formule d'autorisation et la restitue. Muni de cette autorisation, il faut alors se présenter au camp. Un service spécial appelle l'interné réclamé et le livre à la personne qui est autorisée à l'héberger. Il n'est pas très facile d'approcher du camp. Toute visite est interdite. Seules les personnes munies des autorisations de retrait ci-dessus peuvent s'y rendre. »*

Le 16, C. Grando peut annoncer une bonne nouvelle à Azéma : « Manuel Alcàntara a été autorisé à sortir du camp, à titre absolument exceptionnel, mais il doit quitter aussitôt les Pyr.-Or. ». M. Alcàntara arrive le 18 à Montpellier, où il est accueilli et hébergé par P. Azéma. Il jouera ensuite, nous le verrons, un rôle éminent dans l'organisation des réfugiés catalans à Montpellier.

D'après les correspondances, à la demande de C. Grando, P. Azéma intervient et obtient la libération de trois Catalans : M. Alcàntara, Joaquim Nicolau<sup>10</sup> et Joan Merli, tous trois félibres et amis de la France. La même correspondance nous apprend qu'un groupe d'intellectuels anglais est venu *prendre un certain nombre d'intellectuels catalans*, parmi lesquels Domènec Perramon, félibre, lauréat du Genêt d'or.

Pierre Azéma est aussi sollicité directement par des réfugiés internés. Ainsi Ramon Ràfols-Cami, du camp d'Agde, qui s'adresse à lui, car son adresse lui a été donnée par Josep Carbonell (catalan résidant à Montréal d'Aude chez le pharmacien et philologue occitaniste Louis Alibert, depuis 1936). Dans tous les cas la personnalité du chef de cabinet adjoint au Préfet de l'Hérault, Louis Amade, fils du professeur J. Amade, qui parle catalan, est fort utile pour aplanir les difficultés.

### 3.3. Le Comité de Montpellier et le maintien d'une vie nationale catalane en exil :

Dès la *Retirada*, des membres du gouvernement de la *Generalitat* en exil se mobilisent pour venir en aide à leurs concitoyens, notamment ceux internés dans les camps, et maintenir une vie culturelle et par là même nationale, car si la langue catalane a été bannie par les vainqueurs, la langue et la culture sont le ferment de la nation catalane.

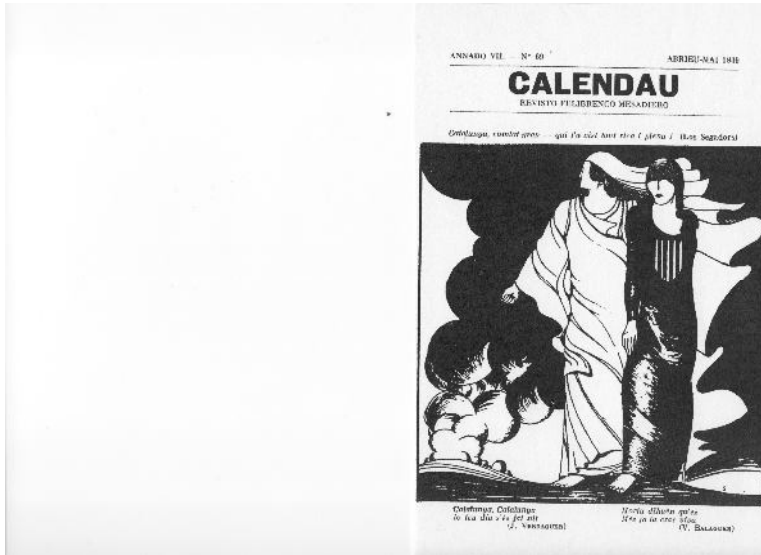
Antoni Maria Sbert, *conseller de governació de la Generalitat* (ministre), est le maître d'œuvre de l'initiative qui vise à « *crear una fundació a França sota un patronatge d'amics francesos, amb fi de fer possible el manteniment de les activitats culturals catalanes, l'assistència als refugiats i les relacions entre nosaltres i els nuclis de catalans establerts arreu de món* » (lettre du 19 février adressée à Josep Pous i Pagès, président de l'ILC, citée par M. Corretger). Ces projets se concrétiseront au printemps 1939 dans la **Fundació Ramon Llull**<sup>11</sup>, sous la direction de A. M. Sbert, Carles Pi i Sunyer et Lluís Nicolau d'Olwer. Les Comités d'Aide aux Intellectuels Catalans de France et les communautés catalanes d'Amérique Latine sont sollicitées et apporteront une aide précieuse. Ainsi le 15 février, de Paris, l'écrivain C. Riba,

---

<sup>10</sup> Interné au camp d'Argelès, J. Nicolau a moins de chance. C. Grando et son frère René passent plusieurs heures à l'entrée du camp pour apporter quelques provisions et un peu de réconfort à un homme malade et désespéré, mais vainement. Il n'a pas entendu l'appel de son nom dans le tumulte (Grando, lettre à Azéma, 28 février). Les trois félibres catalans rejoindront Montpellier les semaines suivantes.

<sup>11</sup> Les statuts de la « *Fundació Ramon Llull (Comité de Patronage des Œuvres Culturelles et d'Assistance Catalane)* » ont été approuvés le 16 juin 1939 et publiés en septembre. Une des œuvres majeures de la FRL est la repartition de la *Revista de Catalunya*, vitrine culturelle de la *Generalitat*, (IVème série, du numéro 94 de 1939, au numéro 98 d'avril 1940), avec l'occitaniste Pierre-Louis Berthaud pour administrateur-gérant. La revue publie « *Fundació Ramon Llull, Memòria de la Delegació General* », texte de Sbert, ainsi que la chronique « *Els Catalans arreu al món* », intéressante pour les activités culturelles de la FRL à Montpellier.

dirigeant de l'ILC, écrit à P. Azéma pour lui demander de collaborer à l'œuvre, car dans les discussions préparatoires « *el vostre nom ha sortit entre els dels més lleials i assabentats amics de Catalunya* »<sup>12</sup>. Quelques jours plus tard Azéma se rend à Paris pour s'entretenir avec C. Pi i Sunyer et C. Riba. Après avoir rencontré le Ministre de l'Intérieur Albert Sarraut et contacté le ministre de l'Éducation Nationale, A. M. Sbert vient à Montpellier mettre au point l'organisation de la communauté catalane avec J. Amade (mars).



**Couverture de la revue félibréenne mensuelle *Calendau*, n°69, d'avril-mai 1939, Montpellier. Dirigée par Pierre Azéma, la revue affirme des positions philocatalanes et antifascistes.**

### 3.4. Accueillir les Intellectuels Catalans à Montpellier :

En janvier-février les premiers « intellectuels » catalans<sup>13</sup> arrivent à Montpellier, par petits groupes. Des membres des divers Comités se proposent spontanément pour en recevoir chez eux.

« *Hébergements individuels : on trouverait sans doute des familles qui accueilleraient plusieurs personnalités éminentes et hautement recommandables comme tes amis (en bien les distinguant naturellement de la racaille anarchiste non catalane – qui affluait ces jours-ci au Perthus). Dès que tu aurais des précisions, communique les moi d'urgence et nous ferons le possible* » écrit Palanque le 1<sup>er</sup> février à P. Rouquette, qui a accueilli un moment Carles Riba<sup>14</sup> et Ferran

<sup>12</sup> Depuis 1919 P. Azéma est en liaison constante avec les intellectuels catalans, notamment Joan Estelrich et les félibres de Catalogne. La revue *Calendau, revista felibrenco mesadiero*, (n°1 de février 1933, n°101 de juin 1945), est très bien renseignée sur la Catalogne. À titre d'exemple pour la période qui nous intéresse la chronique « *Mortuari* » cite Manuel Carrasco i Formiguera, Carles Rahola, Ramon d'Alòs-Moner, Alfons Maseras et Pere Coromines.

<sup>13</sup> Parmi les premiers arrivants, on compte de nombreux hommes politiques, élus municipaux, députés, fonctionnaires de la *Generalitat*, membres de professions libérales... Les étudiants, quant à eux, sont pris en charge par le « National Joint Committee for Spanish Relief » (fondé par la Duchesse d'Atholl) et logés à la Cité Universitaire de Montpellier.

<sup>14</sup> Grâce à P. Rouquette, C. Riba et sa famille résident durant le mois de février à Avignon chez Mesdemoiselles Tellier et Guiot. « *Amb els meus vaig anar a Avinyó on catalanòfils de vella amistat provada ens acolliren. Un mes hi passàvem, voltats de sol·licitud* ». (lettre de C. Riba à Santiago Pey du 4 mai 1940, citée in Carles Jordi Guardiola, *Cartes de Carles Riba*, volume 2 (1939-1952), Ed. la Magrana, Barcelona, 1991, 617 p., p. 20.

Soldevila.

Le professeur R. Courtin propose de mettre à la disposition des Intellectuels Catalans la propriété de « la Quarantaine » qu'il possède dans la Drôme : 5 chambres y seraient disponibles pour une dizaine de personnes<sup>15</sup>. Il faut envisager d'autres solutions pour un accueil en nombre. Des membres du Comité de Montpellier, avec l'aide de la Mairie, trouvent des logements inoccupés, des hôtels modestes, des restaurants à prix modique; ils fournissent le matériel indispensable : matelas, chaises et tables...

Arrivé le 18 février à Montpellier, M. Alcàntara est donc le délégué de la FRL pour l'organisation de la communauté catalane réfugiée<sup>16</sup>. Il prend contact avec J. Amade, P. Azéma pour la Mairie, Louis Amade pour la Préfecture. Le 28 il présente des propositions pour l'accueil, l'hébergement et la nourriture des réfugiés, en s'inspirant de ce qui a été fait auparavant à Toulouse<sup>17</sup>, propositions qui reçoivent l'aval de la Mairie et de la Préfecture. Aux termes de l'accord, « *périodiquement le Comité réglerait les liquidations avec les restaurants moyennant les subsides obtenus de l'administration française*<sup>18</sup>, *le produit des dons en argent et en espèces et les autres aides obtenues. Le Comité servirait de relais entre les intellectuels et universitaires catalans et l'administration française* ». Ainsi se met en place ce que l'on appellera la « *Residència de Montpellier* », dont M. Alcàntara assure l'administration, sous le contrôle de A.-M. Sbert, résidant à Paris.

### 3.5. L'aide du Comité de Montpellier pour la poursuite de l'œuvre intellectuelle des réfugiés :

Le Comité de Montpellier va s'efforcer d'aider les intellectuels catalans à poursuivre des activités culturelles. L'espoir de collaboration rémunérée à des revues françaises ou à des travaux de traduction<sup>19</sup> est vite déçu. Les démarches de P. Azéma et de P. Rouquette pour obtenir pour C. Riba, l'un des plus grands poètes catalans contemporains, des conférences ou des cours à l'Université n'ont pas de suite. Si à Toulouse le docteur C. Soula a réussi à intégrer des médecins catalans réfugiés dans les équipes de recherche médicale, à Montpellier très rares ont été les réfugiés qui ont pu poursuivre leur activité professionnelle<sup>20</sup>. Aussi beaucoup d'entre eux choisiront l'exil en Amérique Latine, et surtout au Mexique<sup>21</sup>, voire le retour en Espagne

---

<sup>15</sup> Située sur une île, près de Valence, la propriété accueillera finalement des intellectuels espagnols. Voir Bladé, *l'Exiliada*, p. 146.

<sup>16</sup> La venue de M. Alcàntara a été précédée par une mission exploratrice de Miquel Guinart auprès de la Mairie et de la Préfecture sur ordre des *consellers de la Generalitat* A. M. Sbert et Josep Tarradellas. Le gouvernement catalan garantirait l'indépendance économique de la collectivité catalane avec l'établissement à Montpellier d'un administrateur responsable. Guinart décrit par le menu ses entretiens avec P. Azéma et J. Amade.

<sup>17</sup> La Mairie de Toulouse, sollicitée par le Comité Universitaire Toulousain d'Aide à l'Espagne républicaine, présidée par le médecin Camille Soula, a mis à la disposition des Intellectuels Catalans une caserne désaffectée de Pompiers. 199 personnes y furent accueillies en février 1939.

<sup>18</sup> La somme allouée par le gouvernement français est de 5 francs par jour et par réfugié. Plus tard ce sera 10 francs.

<sup>19</sup> Max Rouquette proposera en 1941 à C. Riba de continuer « *une adaptation à la scène française de la Dorotea de Lope de Vega* » qu'a commencé son ami Henri Frère, gendre de J.-S. Pons, et qui, « *absorbé par ses travaux professionnels* », ne peut continuer. C. Riba ne pourra réaliser ce travail et proposera pour ce faire « *un dels nostres millors estudiants emigrats, amb qui tinc una relació freqüent, cordial, de mútua estima : el Sr. Josep M. Corredor* » (lettre du 28 décembre 1941, cité par Guardiola, *op. cit.*, volume 3, pp. 609-610).

<sup>20</sup> Les réfugiés ne sont autorisés à exercer une profession en France que dans la mesure où ils n'entrent pas en concurrence avec les nationaux. Avec la mobilisation et la guerre le gouvernement français comprendra alors tout le profit qu'il pourra tirer de la main-d'œuvre espagnole, après avoir tout fait pour inciter au retour.

<sup>21</sup> Comme M. Alcàntara en 1941, via Casablanca.

franquiste<sup>22</sup>.



**Montpellier, 1946, près de l'Arc de Triomphe. Les participants aux Jocs Florals de la Llengua Catalana devant la plaque commémorative rappelant qu'en ce lieu, face au Peyrou, Mistral prononça le 25 mai 1878 le fameux hymne *A la raça latino*. On reconnaît dans la photo des anciens membres du Comité d'Aide aux Intellectuels Catalans de 1939 : Jean Amade, Pierre Azéma, Madame Jeanne Yves-Blanc, ainsi que Paul Boulet, Carles Grando, Bourciez, Enric Guiter, et parmi les exilés catalans : Ventura Gassol (qui prononce le discours), Pompeu Fabra et Joan Alavedra. (Photo, Archives Pierre Azéma.)**

Le Professeur J. Amade incite avec succès les réfugiés, étudiants ou non, à suivre ses cours de civilisation française pour les étudiants étrangers à la Faculté des Lettres, ce dont ils lui seront reconnaissants, comme en atteste M. Guinart. Grâce à J. Amade, Nicolau Battestini et plus tard Josep Maria Corredor obtiennent une place de lecteur de castillan à la Faculté. Nombreux sont les réfugiés catalans qui fréquentent la bibliothèque municipale, certains y étudient les relations historiques de la cité avec les pays catalans, et découvrent les richesses du fonds Vallat. Avec l'aide de la Municipalité et en premier lieu du Conseiller Municipal chargé des Beaux-Arts, P. Azéma, les étudiants catalans organisent deux expositions de peinture saluées par la presse locale.

### **Conclusion :**

En 1939-1940, par le nombre<sup>23</sup> et la qualité des réfugiés catalans, Montpellier a été la

---

<sup>22</sup> Comme par exemple C. Riba et sa famille en 1943.

<sup>23</sup> Les 19 listes des « Intellectuels Catalans hébergés à Montpellier » dressées par M. Alcàntara, entre le 29 mars et le 15 février 1940, (AD 34) totalisent 498 personnes (sans compter la liste n°17 manquante). Le nombre total des Catalans passée par la *Residència de Montpellier* est supérieur à ce chiffre, car tous n'étaient pas enregistrés. Joan Sauret cite le nombre de 837, repris par H. Barrera.. Le nombre a varié au gré des retours en Espagne et des départs pour l'Amérique : 181 le 31 mai 1939 d'après un index alphabétique aux AD 34 ; 265 en septembre 1939 (dont 147 hommes, 118 femmes, 96 familles) d'après Alcàntara. Notons pour comparaison que la « Residència de Tolosa » a vu passer quelques 200 exilés.

« capitale de la Catalogne républicaine<sup>24</sup> ». Le Comité d'Aide aux Intellectuels Catalans de Montpellier, constitué à l'initiative de félibres/occitanistes et d'universitaires, présente l'originalité, par le biais de la fraternité occitano-catalane et de l'action caritative apolitique, d'ouvrir le cercle des amis de la Catalogne républicaine au-delà des militants. Il ouvre ainsi une fissure dans les clivages idéologiques en Languedoc, fissure qui avait débuté avec l'élection d'une municipalité d'union des gauches dès 1935 sous la conduite de Paul Boulet, de la « Jeune République », dans une ville dominée jusque-là par la droite catholique soutenue par le quotidien *L'Éclair*<sup>25</sup>. Ajoutons que parmi les souscripteurs bénévoles pour les « Intellectuels Catalans » figurent quatre personnes qui participeront à la Résistance : Émile Bouvier (président du Comité régional de Libération), Édouard Orliac, Paul Marres (responsable de la section universitaire du Front National, dont le fils sera tué au combat) et Émile Martin (président du Comité montpelliérain de Libération, puis maire de la ville)<sup>26</sup>, ainsi que René Courtin (qui fera partie du gouvernement insurrectionnel de Paris le 20 août 1944).

Pour conclure, citons quelques lignes du chroniqueur de l'exil catalan à Montpellier, Artur Bladé i Desumvila, dans *l'Exiliada* : « (...) *el Comité d'Aide aux Intellectuels Catalans, constituït per bons amics, d'una abnegació i una cordialitat que mai no agràirem prou, sota la presidència de l'estimat senyor Joan Amade (...)* ».

## SOURCES :

- Archives Départementales Hérault. 2 W 602. Dossier « Intellectuels Catalans ».
- Archives de la Maintenance Catalane du Félibrige. Fonds Grando. BU de Perpignan.
- Archives privées : Pierre Rouquette (Marseille), Pierre Azéma (Montpellier), Roger Grau et Louis Bassède (Elne).
- Bladé i Desumvila, Artur, *L'exiliada (Dietari de l'exili 1939-1940)*, Barcelona, Editorial Portic, 1976, 537 p.
- Cirici i Pellicer, Alexandre, *Les hores clares*, Barcelona, Edicions Destino, 1977, 315 p.
- Jouveau, René, *Histoire du Félibrige*, Nîmes, 1977, t.2, 401 p.
- Sauret, Joan, *L'exili polític català*, Barcelona, Edicions Aymà-Proa, 1979, 304 p.
- Bladé i Desumvila, Artur, *El meu Rovira i Virgili*, Barcelona, Teide, 1981.
- Guinart, Miquel, *Memòries d'un militant catalanista*, Barcelona, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1988, pp. 103-150.

---

<sup>24</sup> « *Més que París, Montpeller és la capital de la Catalunya exiliada i, per tant de Catalunya, perquè el cor i el front de Catalunya són a França* », Marius Aguilar, « les vetllades de Montpeller », *Catalunya*, Buenos-Aires, mars 1940 (cité in *Calendau*, Montpellier, 76, avril 1940). Parmi les Catalans de renom qui ont séjourné à Montpellier à ce moment, citons, outre C. Riba, l'historien et homme politique Antoni Rovira i Virgili et le philologue restaurateur de la langue catalane Pompeu Fabra,

<sup>25</sup> Voir : Sagnes, Jean, *Politique et syndicalisme en Languedoc*, Université Paul Valéry, Montpellier, 1986, 524 p., pp.312-317.

<sup>26</sup> Voir Clerc, Pierre, *Dictionnaire de biographie héraultaise des origines à nos jours*, Montpellier, 2006, 2 vol., 1974 p.

—Grau, Pierre, « L'aide des félibres aux Intellectuels Catalans », *Les Français et la Guerre d'Espagne*, CRPF, Université de Perpignan, 1990, pp.195-211.

—Ferré i Trill, Xavier, « L'exili català a Tolosa, 1939 », *Serra d'Or*, Barcelona, mai 1999, pp. 20-22.

—Barrera, Heribert, « Els set anys d'exili a Montpeller », in *Album Antoni Rovira Virgili*, Xavier Ferré ed., Edicions del Centre de Lectura, Reus, 2000, 124 p., p.65-66.

—Grau, Pierre, « L'aide des Occitans aux intellectuels catalans et leur accueil en France (1939-1943) », in *Les exils catalans en France*, PUPS, Paris, 2005, pp. 167-182.

—Corretger, Montserrat, « Els intel·lectuals catalans a Tolosa el 1939 : represa i organització de la cultura », in *L'exili literari republicà*, Publicacions URV, Tarragona, 2006, 150 p., pp. 29-43.

—Ferré i Trill, Xavier, « Artur Bladé i Montpeller (1939-1942) », *Artur Bladé i Desumvila : escriptor de l'Ebre Català, cronista de l'exili*, Tarragona, Arola Editors, 2008, 193 p.,(pp. 111-150.